

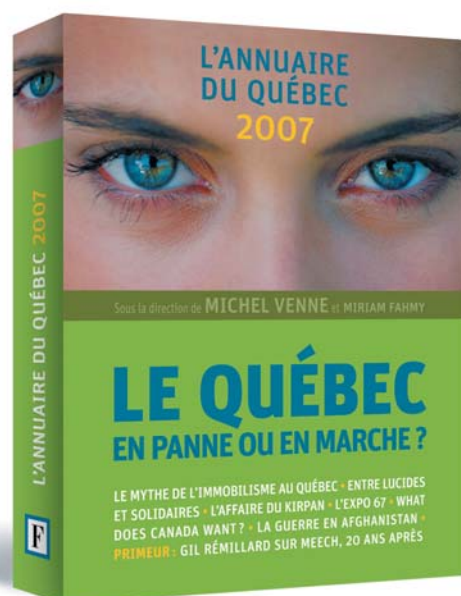
L'élection fédérale du 23 janvier 2006 : au Québec, une élection toute en ambiguïtés

PIERRE DROUILLY

Professeur de sociologie, Université du Québec à Montréal



Ce document est un complément de
L'Annuaire du Québec 2007





INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

DES CITOYENS
DES IDÉES
DES PROJETS

UNE PUBLICATION DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

L'Institut du Nouveau Monde est un organisme indépendant, non partisan, voué au renouvellement des idées et à l'animation du débat public au Québec. Il veut inspirer l'émergence d'idées nouvelles et contribuer à la recherche de solutions novatrices aux problèmes du Québec contemporain. L'Institut du Nouveau Monde travaille dans une perspective de justice sociale, dans le respect des valeurs démocratiques, et dans un esprit d'ouverture et d'innovation. L'INM publie *L'Annuaire du Québec* aux Éditions Fides. Il organise des Rendez-vous stratégiques pour identifier les orientations du Québec de demain (le prochain portera sur la culture). Il compte dix cercles régionaux dans autant de régions du Québec. Il veut mettre à profit les nouvelles technologies de l'information, notamment un site Internet, pour favoriser la délibération publique et rejoindre les citoyens de toutes les régions du Québec. Il organise, chaque été, une école de citoyenneté pour les jeunes de 15 à 30 ans.

209, rue Ste-Catherine Est
Bureau V-3110, C. P. 8888
succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
T 514.934.5999
F 514.934.6330
inm@inm.qc.ca
www.inm.qc.ca

PRIX CLAIRE-BONENFANT 2005,
remis par le gouvernement du Québec
pour les valeurs démocratiques et
l'éducation civique.



À EN CROIRE LES COMMENTAIRES DES ANALYSTES ET DES CHRONIQUEURS POLITIQUES AU SOIR DE L'ÉLECTION FÉDÉRALE DU 23 JANVIER 2006, ainsi que dans les jours et les semaines qui ont suivi, le Bloc québécois venait presque de subir une défaite lors de ces élections. La percée du Parti conservateur qui arracha au Bloc québécois huit circonscriptions dans les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches et deux au Parti libéral, devint presque synonyme de défaite du Bloc québécois, au prix de quelques oublis majeurs : la déroute totale du Parti libéral au Québec qui a obtenu au Québec son pire résultat depuis le début de la Confédération ; les six gains du Bloc québécois aux dépens du Parti libéral dans la région de Montréal et en Outaouais ; et aussi l'ambiguïté et la fragilité de la percée conservatrice au Québec, tout comme dans le reste du Canada par ailleurs. Il ne faut quand même pas perdre de vue que le Bloc québécois, depuis treize ans et cinq élections, a obtenu la majorité des sièges du Québec cinq fois sur cinq, la majorité du vote quatre fois sur cinq (en 2000 le Parti libéral a obtenu 44,2 % des voix et le Bloc québécois 39,9 %), la majorité du vote francophone cinq fois sur cinq, et trois fois sur cinq la majorité absolue de ce vote francophone : voilà une performance que bien des partis politiques au Québec et au Canada aimeraient connaître !

Outre les orientations partisans des commentateurs, nous pensons aussi que ce type d'analyse hâtive procède d'une erreur méthodologique fondamentale, celle qui consiste à confondre le *résultat de l'élection* (en termes d'élus) avec le *résultat de l'élection* (en termes d'appuis aux partis dans les différentes circonscriptions). Ainsi, le fait que le Parti conservateur ait arraché des sièges au Bloc québécois ne permet pas de conclure qu'il lui a arraché des votes, pas plus d'ailleurs que le fait que le Bloc québécois ait arraché au Parti libéral des circonscriptions à forte composante non-francophone, n'implique qu'il ait obtenu l'appui substantiel du vote non-francophone. Notre mode de scrutin majoritaire simple a tellement d'effets pervers en termes d'élus, surtout lorsque l'on sort du bipartisme (ce qui fut le cas en 2006), qu'aucune conclusion sérieuse sur le comportement des électeurs ne peut être tirée de la seule considération du résultat de l'élection.

Pour analyser correctement ce qui s'est passé dans une élection, il faut minimalement regarder les chiffres, et de préférence dans des unités géographiques diverses (régions, circonscriptions, etc.), afin de voir comment se ventile la tendance générale révélée par le résultat de l'élection. Mais cela exige évidemment un assez grand travail d'analyse statistique, que certains commentateurs ne veulent ou ne peuvent pas faire, préférant se complaire dans le commentaire impressionniste, dont la logique profonde n'est pas l'analyse scientifique mais plutôt l'agenda politique partisan.

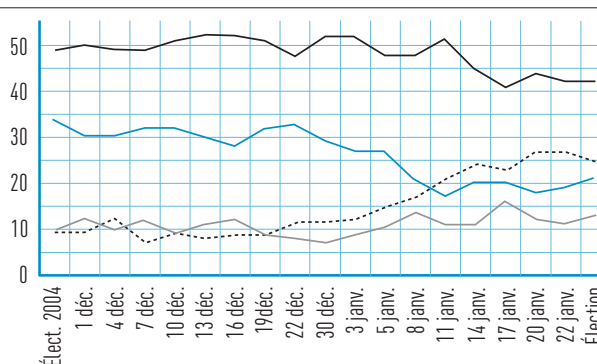
L'évolution de l'opinion publique

Idéalement, les sondages d'opinion seraient la meilleure source d'information pour interpréter le vote, car ils permettent de connaître les opinions individuelles des électeurs, et les mettre en relation avec leurs autres caractéristiques démographiques (sexe, âge, langue, etc.), sociales (scolarité, travail, revenu, etc.), idéologiques (opinions diverses sur des sujets variés) ou politiques (perception des partis, des enjeux, vote antérieur, etc.). Malheureusement, cette méthodologie est lente, lourde et coûteuse, et elle ne permet pas de réagir rapidement lorsqu'il se produit un changement brusque des opinions, comme ce fut le cas lors de l'élection fédérale de 2006, que tout le monde

GRAPHIQUE 1

SONDAGES QUÉBEC
(moniteur SES)

— PLC — BQ — AUT PC



croyait devoir être une réplique de celle de 2004, avec peut-être une légère progression du Bloc québécois aux dépens du Parti libéral.

Toutefois, depuis quelques années, les sondeurs ont développé une nouvelle technique de traçage de l'opinion publique (*tracking*), qui consiste à interroger quotidiennement des petits échantillons pour suivre au jour le jour l'évolution des intentions de vote : ces petits échantillons sont moins précis, mais en les cumulant aux trois jours on obtient des échantillons de taille plus considérable. La maison SES Research a utilisé cette technique durant la dernière campagne électorale, et elle a fourni des résultats désagrégés pour chaque région du Canada : le graphique 1 présente les résultats de SES pour le Québec.

Ce graphique nous apprend que, à partir du déclenchement de l'élection jusqu'à Noël environ, les intentions de vote correspondaient, aux marges d'erreur près, exactement aux résultats des élections de 2004 : le Bloc québécois obtenait autour de 50 %, le Parti libéral autour de 30 %, enfin le Parti conservateur et le Nouveau parti démocratique autour de 10 %. Dès la fin décembre 2005 et le début janvier 2006 on a vu une progression continue des intentions de vote pour le Parti conservateur et une baisse concomitante des intentions de vote en faveur du Parti libéral : à partir de la mi-janvier le Parti conservateur, avec 20 % des intentions de vote, dépasse le Parti libéral qui se retrouve à 20 %, dont il ne bougera plus jusqu'au jour du vote. Durant la seconde moitié de janvier, le Parti conservateur a continué de progresser, mais cette fois-ci aux dépens du Bloc québécois, pour finir à 25 %, le Bloc québécois ayant apparemment freiné sa chute et même ayant repris quelques points dans les derniers jours de la campagne.

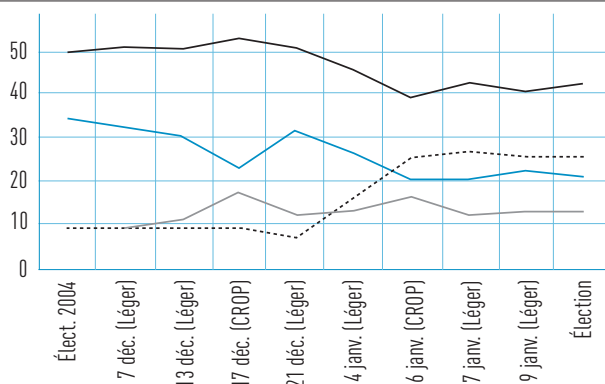
Un graphique analogue (graphique 2) mais cette fois-ci avec les sondages menés uniquement au Québec par des sondeurs québécois (donc avec des échantillons de 500 à 1000 répondants), illustre essentiellement la même chose, la chute des intentions de vote pour le Bloc québécois semblant toutefois se produire dès le début janvier.

Le moins qu'on puisse conclure à partir de ces données, c'est que les gains conservateurs se sont faits d'abord aux dépens du Parti libéral, et dans une moindre mesure aux dépens du Bloc québécois : le moment tournant de ce mouvement est clairement la période de Noël, suite aux déclarations d'ouverture de Stephen Harper concernant notamment le déséquilibre fiscal, faites les jours précédant Noël, et fortement médiatisées, mais aussi à une campagne publicitaire à la télévision

GRAPHIQUE 2

SONDAGES QUÉBEC
(sondeurs du Québec)

— PLC — BQ — AUT PC

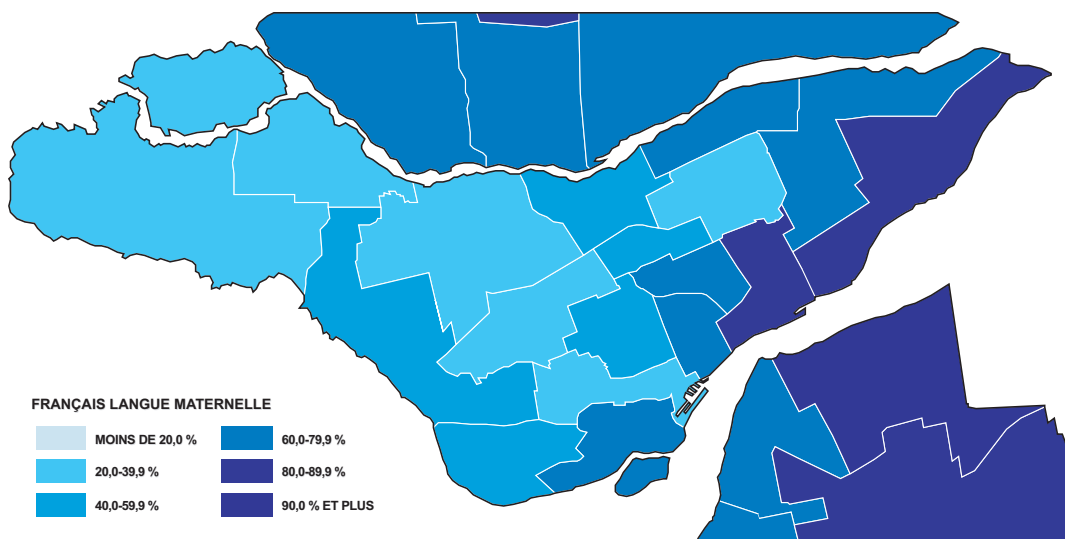


assez habile (en particulier celle montrant un cycliste, « travaillant fort pour le Québec », mais dont les roues ont été remplacées par deux « blocs » de ciment).

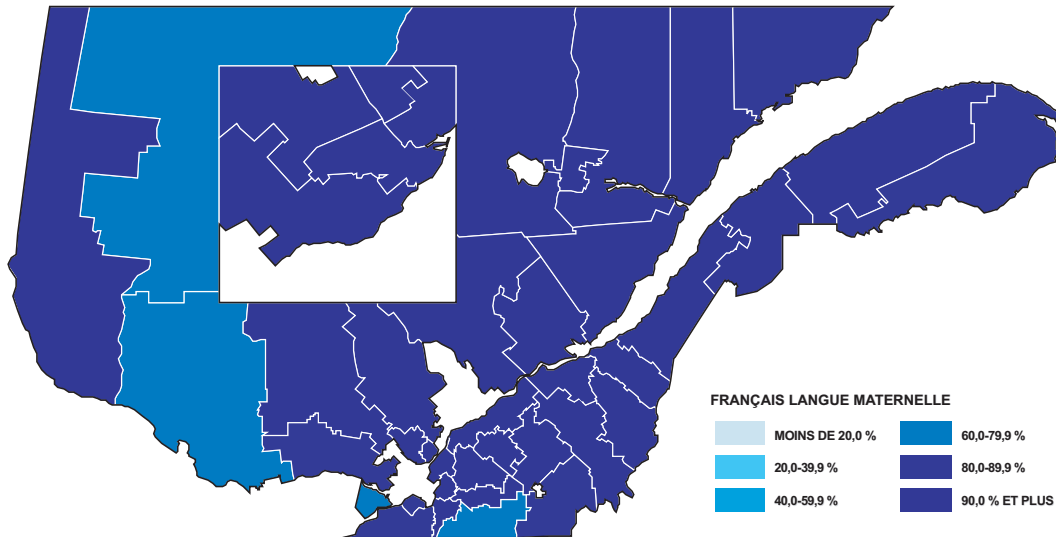
La sanction de 2006

Aux élections fédérales de 2004, le Bloc québécois avait fait élire 54 députés et le Parti libéral 21. En 2006 le Parti libéral s’est retrouvé avec seulement 13 députés, le Bloc québécois en a conservé 51, le Parti conservateur en a fait élire 10 et un indépendant (André Arthur) s’est fait élire (voir le tableau 1). Mais cette image cache un mouvement plus important : 17 circonscriptions ont changé d’allégeance politique. Le Parti libéral a perdu huit circonscriptions : six aux mains du Bloc québécois (Ahuntsic, Brome-Missisquoi, Brossard-Laprairie, Gatineau, Jeanne-Le-Ber et Papineau), deux aux mains du Parti conservateur (Beauce et Pontiac); le Bloc québécois, pour sa part, a perdu neuf circonscriptions : huit aux mains du Parti conservateur (Beauport-Limoilou, Charlesbourg-Haut-Saint-Charles, Jonquière-Alma, Louis-Hébert, Louis-Saint-Laurent, Lévis-Bellechasse,

Carte 1 : francophones en 2001



Carte 2 : francophones en 2001



Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière et Mégantic-L'Érable) et une aux mains d'un indépendant (Portneuf-Jacques-Cartier).

En termes de votes valides (voir le tableau 2), le Parti libéral perd 13,1 % et le Bloc québécois en a perdu 6,8 %, tandis que tous les autres partis ont progressé, le Parti conservateur de 15,8 %, le Nouveau parti démocratique de 2,9 % et le Parti vert de 0,8 %. Avec 20,8 % du vote, le Parti libéral a réalisé son plus mauvais résultat depuis 1867, comme nous l'avons signalé plus haut. Ce niveau est plus que deux fois moindre que celui atteint durant la période 1958-1965 alors que les conservateurs dirigés par John Diefenbaker, puis les créditistes, dirigés par Réal Caouette, empêchaient la domination libérale séculaire sur le Québec; ce niveau est encore de 10 % plus bas que celui atteint par le Parti libéral durant les deux mandats de Brian Mulroney en 1984 et 1988, ainsi que les élections suivantes gagnées au Québec par le Bloc québécois. C'est dire l'ampleur du désastre électoral subit par le Parti libéral en 2006, après sa cuisante défaite de 2004, qui a perdu le tiers de ses voix entre 2004 et 2006.

TABLEAU 1

Résultats des élections de 2004 et de 2006 (en pourcentages des votes valides)

| | 2004 | 2006 | Différence |
|--------------------|------|------|------------|
| Parti libéral | 21 | 13 | - 8 |
| Bloc québécois | 54 | 51 | - 3 |
| Parti conservateur | - | 10 | + 10 |
| Autres | - | 1 | + 1 |

TABLEAU 2**Résultats des élections de 2004 et de 2006 (en pourcentages des votes valides)**

| | 2004 | 2006 | Différence |
|----------------------------|------|------|------------|
| Taux de participation | 60,5 | 63,9 | + 3,4 |
| Parti libéral | 33,9 | 20,8 | - 13,1 |
| Bloc québécois | 48,9 | 42,1 | - 6,8 |
| Parti conservateur | 8,8 | 24,6 | + 15,8 |
| Nouveau Parti démocratique | 4,6 | 7,5 | + 2,9 |
| Parti vert | 3,2 | 4,0 | + 0,8 |
| Autres | 0,7 | 1,1 | + 0 |

Avec 24,6 % des voix, le Parti conservateur dépasse à peine son niveau de 1997 (22,2 %) alors qu'il était dirigé par Jean Charest, très loin de son niveau atteint sous la direction de Bryan Mulroney (plus de 50 % des voix). Enfin, avec 7,5 % des voix le Nouveau parti démocratique semble être sorti de son marasme des années 1990 (2 % ou moins en 1993, 1997 et 2000), et avoir retrouvé son niveau des années 1960-1970.

La comparaison des résultats bruts en nombres de voix (voir le tableau 3), révèle que le nombre de votants a augmenté de 231 000 entre 2004 et 2006, ce qui représente 178 000 abstentions de moins puisque le nombre d'électeurs a augmenté de 52 000. On constate dans ce tableau que les gains conservateurs (+ 606 000 voix) sont sans commune mesure avec les pertes du Bloc québécois (- 127 000 voix), ce qui montre qu'on ne peut expliquer la progression du vote conservateur uniquement par la baisse du Bloc québécois, l'augmentation du nombre de votants et la baisse du vote libéral (- 399 000 voix) doivent avoir joué davantage dans la progression du vote conserva-

TABLEAU 3**Résultats des élections de 2004 et de 2006 (en nombres)**

| | 2004 | 2006 | Différence |
|----------------------------|---------|---------|------------|
| Électeurs inscrits | 5800109 | 5852528 | + 52419 |
| Votes déposés | 3507100 | 3737849 | + 230749 |
| Bulletins rejetés | 68845 | 46691 | - 22154 |
| Parti libéral | 1165645 | 766228 | - 399417 |
| Bloc québécois | 1680109 | 1553201 | - 126908 |
| Parti conservateur | 301539 | 907972 | + 606433 |
| Nouveau parti démocratique | 158427 | 276401 | + 117974 |
| Parti vert | 108660 | 146576 | + 37916 |
| Autres | 23875 | 40780 | + 16905 |

TABLEAU 4

Résultats des élections de 2004 et de 2006 (en pourcentages des électeurs inscrits)

| | 2004 | 2006 | Différence |
|----------------------------|------|------|------------|
| Abstentions | 39,5 | 36,1 | - 3,4 |
| Bulletins rejetés | 2,0 | 1,2 | - 0,7 |
| Parti libéral | 20,1 | 13,1 | - 7,0 |
| Bloc québécois | 29,0 | 26,5 | - 2,4 |
| Parti conservateur | 5,2 | 15,5 | + 10,3 |
| Nouveau parti démocratique | 2,7 | 4,7 | + 2,0 |
| Parti vert | 1,9 | 2,5 | + 0,6 |
| Autres | 0,4 | 0,7 | + 0,3 |

teur que la baisse du vote bloquiste. Malgré l'ampleur de ses effets (perte de 9 circonscriptions), l'érosion du vote bloquiste demeure malgré tout relativement minime, 7,5 % de son vote, 6,8 % du total de voix valides, mais seulement 2,4 % des électeurs inscrits (voir le tableau 3).

La participation électorale

Alors qu'au début des années 1990 le taux de participation au Québec était plus élevé de presque 10 % que dans le reste du Canada, cet écart s'est rétréci au fil des élections pour disparaître complètement en 2004 : aux dernières élections, tout comme en 2004, le taux de participation au Québec (63,9 %) a été inférieur à celui du reste du Canada (65,8 %), en légère progression par rapport à 2004, tout comme dans l'ensemble du Canada.

Le taux de participation varie bien entendu d'une circonscription à l'autre, dépendant de la composition sociale de la population : habituellement, les régions périphériques, tout comme les zones défavorisées dans les centres urbains, votent moins, tandis qu'on enregistre les plus forts taux de participation dans les banlieues des grandes villes occupées par les classes moyennes, dans les circonscriptions avec un pôle urbain important, les zones rurales se situant enfin dans la moyenne. Au cours de l'élection de 2006, de grandes différences sont apparues par rapport à ce schéma sociologique.

On constate qu'en 2006 les régions périphériques votent toujours moins (le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Côte-Nord à 60,1 % ; l'Abitibi-Témiscamingue à 57,4 %), tout comme les zones défavorisées telles que le Centre-sud de Montréal (Hochelaga à 58,3 % ; Laurier-Sainte-Marie à 61,3 % par exemple), alors que les banlieues participent davantage (Laval à 65,6 %, la couronne de Montréal à 66,3 %, la Montérégie-Rive-sud de Montréal à 67,6 %).

Mais à ce fait habituel s'ajoute un phénomène déjà présent en 2004 : parmi les circonscriptions les moins participationnistes on retrouve les circonscriptions de l'Ouest de Montréal à forte composante anglophone (participation de 52,8 % dans Mont-Royal, de 53,7 % dans Westmount-Ville-Marie, de 55,3 % dans Saint-Laurent-Cartierville, de 58,9 % dans Jeanne-Le-Ber, de 59,9 % dans

Pierrefonds-Dollard; de 60,8 % dans Outremont, de 60 % dans Notre-Dame-de-Grâce-Lachine par exemple) ou les circonscriptions du Nord-est de Montréal à forte composante allophone (participation de 57 % dans Saint-Léonard-Saint-Michel; de 59,7 % dans Bourassa; de 61,1 % dans Papineau). Comme en 2004, les électeurs non-francophones, habituellement presque entièrement acquis au Parti libéral, ont moins participé que les électeurs francophones : on le voit bien en classant les circonscriptions selon leur composition linguistique (voir le tableau 9) : le taux de participation décroît de 65 % dans les circonscriptions les plus francophones à 58,7 % dans les circonscriptions comprenant une majorité de non-francophones. D'ailleurs, le taux de participation est, en 2006 comme en 2004, corrélé positivement avec le pourcentage de francophones et négativement avec les pourcentages d'anglophones et d'allophones, autant dans l'ensemble du Québec (voir le tableau 5) que dans les 26 circonscriptions de la région de Montréal (voir le tableau 6) là où se concentre l'essentiel des minorités linguistiques. L'analyse de la région de Montréal permet de conclure (voir le tableau 7), par une analyse de régression, qu'en 2004 tout comme en 2006, le taux de participation des francophones a été plus fort que celui des anglophones, lui-même plus élevé que celui des allophones, même si les écarts se sont rétrécis entre 2004 et 2006. L'écart entre le taux de participation des francophones et ceux des anglophones et des allophones (respectivement 10 % et 17 % en 2004), s'est rétréci en 2006 (mais demeure toutefois respectivement de 6 % et de 13 %). C'est aussi dans les circonscriptions à forte composante non-francophone que les taux de participation a le moins progressé en 2006 par rapport à 2004.

Le second fait remarquable dans la participation à l'élection de 2006, est qu'un grand nombre de circonscriptions essentiellement rurales se retrouvent parmi le groupe des circonscriptions les plus participationnistes (participation de 69,4 % dans Portneuf-Jacques-Cartier, de 68,6 % dans Mégantic-L'Érable; de 68,4 % dans Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière, de 67,6 % dans Beauce, de 66,6 % dans Compton-Stanstead par exemple). Ce sont aussi pour la plupart des circonscriptions gagnées par le Parti conservateur. En fait, la relation entre le vote conservateur et le taux de participation est statistiquement significative. Plus significatif encore est le fait que les circonscriptions dans lesquelles le taux de participation a le plus augmenté entre 2004 et 2006, on retrouve la plupart des circonscriptions remportées par le Parti conservateur. Ainsi, en ordre décroissant de l'augmentation du taux de participation, on retrouve Pontiac, Jonquière-Alma, Gatineau, Beauce, Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière, Portneuf-Jacques-Cartier, Compton-Stanstead, Lévis-Bellechasse, Roberval, Manicouagan pour ne mentionner que les dix circonscriptions dans lesquelles le taux de participation a le plus augmenté.

En fait, dans les 13 circonscriptions qui ont été remportées par le Parti libéral, le taux de participation global est de 60,2 %; dans les 51 circonscriptions remportées par le Bloc québécois, il a été de 64,3 % (près de l'ensemble du Québec, soit 63,9 %), et enfin dans les 10 circonscriptions remportées par le Parti conservateur, le taux de participation global a été de 66 % : cela indique qu'il y a eu une certaine mobilisation électorale en faveur du Parti conservateur.

Le vote linguistique

De toutes les caractéristiques sociales des circonscriptions, c'est la langue maternelle qui, dans la

plupart des cas, explique le mieux les résultats électoraux au Québec. Depuis plus de 30 ans (et à bien des égards depuis toujours), les électeurs non-francophones se sont massivement opposés aux partis nationalistes dans les élections et aux options souverainistes dans les référendums. Le Bloc québécois, bien entendu, ne fait pas exception à cette constante de la politique québécoise. En règle générale, le vote pour le Parti libéral (provincial ou fédéral) est l'image renversée du vote souverainiste, la presque totalité du vote non-francophone se tournant vers le Parti libéral.

Les tableaux 5 et 6 permettent déjà d'illustrer cette double polarisation du vote linguistique tant en 2004 qu'en 2006 : les coefficients de corrélation entre le pourcentage d'anglophones et d'allophones et le pourcentage de votes pour le Parti libéral sont fortement positifs, alors qu'ils sont fortement négatifs dans le cas du vote pour le Bloc québécois (rappelons que le coefficient de corrélation varie entre - 1 et + 1). Inversement, les coefficients de corrélation entre le pourcentage de francophones et le vote pour le Parti libéral sont fortement négatifs, alors qu'ils sont fortement positifs avec le vote au Bloc québécois. Dans tous les cas, ces coefficients de corrélations sont plus élevés (négativement ou positivement) dans la région de Montréal (là où se concentre l'essentiel des électeurs anglophones ou allophones) : on y atteint même parfois des coefficients proches de la corrélation parfaite.

Les coefficients pour le vote au Parti conservateur sont parfois statistiquement non-significatifs (en 2004), et généralement plus faibles que pour le vote libéral ou bloquiste : par ailleurs, les corrélations avec le vote conservateur ressemblent à celles du vote bloquiste, positives avec le pourcentage de francophones et négatives avec les pourcentages d'anglophones et d'allophones. Pour le vote au Nouveau parti démocratique les coefficients de corrélation sont aussi moins intenses, et il ont la même structure que les coefficients analogues pour le Parti libéral : négatifs avec le pourcentage de francophones et positifs avec le pourcentage d'anglophones et d'allophones.

Le tableau 9 illustre bien ces corrélations : on voit bien le vote libéral passer progressivement de 11,3 % dans les circonscriptions ayant plus de 90 % de francophones à 49,2 % dans les circonscrip-

TABLEAU 5

Coefficients de corrélation entre le vote et la composition linguistique des 75 circonscriptions du Québec

| | Francophones | Anglophones | Allophones |
|---------------------------------|----------------|--------------|--------------|
| Participation 2004 | 0,361 | - 0,239 | - 0,360 |
| Participation 2006 | 0,485 | - 0,289 | - 0,507 |
| Parti libéral 2004 | - 0,863 | 0,721 | 0,749 |
| Parti libéral 2006 | - 0,928 | 0,717 | 0,849 |
| Bloc québécois 2004 | 0,820 | - 0,756 | - 0,660 |
| Bloc québécois 2006 | 0,678 | - 0,640 | - 0,535 |
| Parti conservateur 2004 | 0,199 | 0,014 | - 0,305 |
| Parti conservateur 2006 | 0,473 | - 0,267 | - 0,506 |
| Nouveau parti démocratique 2004 | - 0,546 | 0,414 | 0,505 |
| Nouveau parti démocratique 2006 | - 0,392 | 0,371 | 0,309 |

Note : tous les coefficients en caractères gras sont significatifs au niveau de 5 %.

TABLEAU 6

Coefficients de corrélation entre le vote et la composition linguistique des 26 circonscriptions de la région de Montréal

| | Francophones | Anglophones | Allophones |
|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Participation 2004 | 0,660 | - 0,397 | - 0,610 |
| Participation 2006 | 0,525 | - 0,283 | - 0,503 |
| Parti libéral 2004 | - 0,903 | 0,686 | 0,696 |
| Parti libéral 2006 | - 0,922 | 0,573 | 0,814 |
| Bloc québécois 2004 | 0,968 | - 0,805 | - 0,679 |
| Bloc québécois 2006 | 0,951 | - 0,779 | - 0,667 |
| Parti conservateur 2004 | - 0,677 | 0,886 | 0,163 |
| Parti conservateur 2006 | - 0,049 | 0,433 | - 0,324 |
| Nouveau parti démocratique 2004 | - 0,363 | 0,281 | 0,274 |
| Nouveau parti démocratique 2006 | - 0,225 | 0,334 | 0,022 |

Note : tous les coefficients en caractères gras sont significatifs au niveau de 5 %.

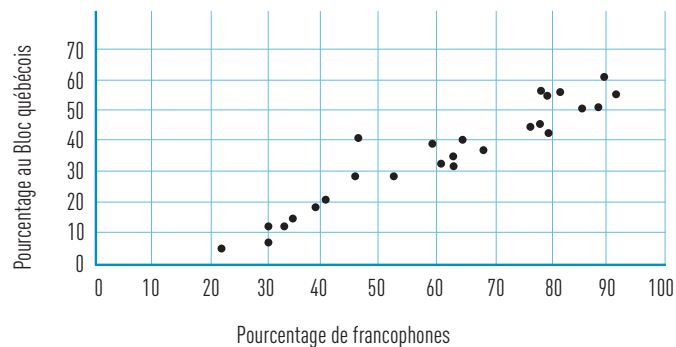
tions ayant une majorité de non-francophones. Inversement, le vote bloquiste passe de plus de 45 % dans les circonscriptions les plus francophones (il est légèrement moins élevé dans les circonscriptions les plus francophones qui sont plus rurales) à seulement 17,8 % dans les circonscriptions les moins francophones. Le vote conservateur suit le même mouvement, passant de 30,9 % dans les circonscriptions les plus francophones à 17,2 % dans les circonscriptions les moins francophones. Le vote néo-démocrate progresse, bien que moins régulièrement, de 6,5 % dans les circonscriptions les plus francophones à 10,2 % dans les circonscriptions à majorité non-francophone. Enfin, alors que les circonscriptions remportées par le Bloc québécois sont globalement francophones (à 88,1 %) et celles remportées par le Parti conservateur le sont à 95,6 % (étant pour la plupart à Québec ou en régions rurales), l'ensemble des circonscriptions remportées par le Parti libéral n'est francophone qu'à 45,2 %.

La conclusion à tirer de cette polarisation linguistique du vote est que le vote est à toutes fins pratiques, à Montréal notamment, proportionnel à la composition linguistique des circonscriptions. Le graphique 3 illustre parfaitement ce phénomène pour le vote bloquiste à Montréal : le pourcentage obtenu par le Bloc québécois est pratiquement proportionnel au pourcentage de francophones dans les circonscriptions. Comme le Bloc québécois a remporté plusieurs circonscriptions de Montréal à forte composante non-francophone (il n'y a que 46,1 % de francophones dans Papineau, 59,1 % dans Ahuntsic, 64,4 % dans Jeanne-Le-Ber et 67,8 % dans Brossard-Laprairie), la question qui se pose est évidemment de savoir s'il y a eu, en 2004 comme en 2006, une certaine percée du vote souverainiste parmi les électeurs anglophones ou allophones.

Nous avons effectué une analyse spectrale par régression du vote linguistique dans les 26 circonscriptions de Montréal (voir le tableau 7) : la méthode statistique utilisée ne permet pas de discerner un vote anglophone ou allophone pour le Bloc québécois ni en 2004 ni en 2006. Dans les deux cas, le vote non-francophone bloquiste est estimé au mieux à moins de 10 %, comme c'est le

GRAPHIQUE 3

Vote au Bloc québécois selon le pourcentage de francophones (26 circonscriptions de la région de Montréal)



cas depuis plusieurs élections, tant fédérales que provinciales. C'est le taux de participation plus faible des anglophones et des allophones qui explique les victoires bloquistes dans ces circonscriptions moins francophones (le même phénomène se produit dans la circonscriptions de Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou, francophone à seulement 69,4 % et remportée elle aussi par le Bloc québécois, mais dans laquelle les Cris et les Inuit, qui représentent 27,7 % des électeurs, ont des taux de participation largement inférieurs à ceux de francophones).

Le tableau 7 nous apprend aussi que le Parti conservateur a fait une réelle percée auprès des anglophones de Montréal avec environ le tiers de leurs appuis, mais n'a pas connu un tel succès auprès des allophones (avec moins de 5 % de leur appui en 2004 comme en 2006). Ce tableau confirme aussi que les appuis au Nouveau parti démocratique sont plus élevés auprès de anglophones qu'auprès des francophones ou des allophones. Quant au Parti libéral, il a obtenu en 2006 un fort soutien des électeurs allophones de Montréal (environ 85 %), l'appui d'un peu plus de la moitié des électeurs anglophones, alors que chez les francophones il est devenu un tiers-parti, avec envi-

TABLEAU 7

Valeurs estimées du vote par groupes linguistiques, région de Montréal (26 circonscriptions)

| | Francophones | Anglophones | Allophones |
|-------------------------|--------------|-------------|-------------|
| Élection de 2004 | | | |
| Participation | 65,5 ± 3,0 | 55,8 ± 9,4 | 48,2 ± 7,8 |
| Parti libéral | 18,2 ± 6,0 | 84,2 ± 19,4 | 83,3 ± 15,8 |
| Bloc québécois | 66,4 ± 3,2 | 0,0 ± 11,4 | 0,0 ± 9,4 |
| Parti conservateur | 4,1 ± 1,0 | 19,0 ± 3,2 | 4,3 ± 2,6 |
| N.P.D. | 4,4 ± 2,4 | 9,3 ± 7,6 | 9,0 ± 6,2 |
| Élection de 2006 | | | |
| Participation | 66,3 ± 2,8 | 59,9 ± 9,8 | 53,4 ± 7,8 |
| Parti libéral | 7,2 ± 4,6 | 60,3 ± 16,2 | 85,3 ± 12,8 |
| Bloc québécois | 60,5 ± 3,4 | 0,0 ± 11,0 | 0,0 ± 10,8 |
| Parti conservateur | 16,8 ± 3,2 | 33,9 ± 11,2 | 4,2 ± 8,8 |
| N.P.D. | 8,0 ± 2,6 | 16,1 ± 9,0 | 7,4 ± 7,0 |

Note : les intervalles de confiance indiqués sont au niveau de 95 %.

ron 10 % de leur appui : cela explique qu'hormis la circonscription de Hull-Aylmer, les douze autres victoires du Parti libéral se situent soit dans l'ouest anglophone (Lac-Saint-Louis, Lasalle-Émard, Laval-Les-Îles, Mont-Royal, Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, Outremont, Pierrefonds-Dollard, Saint-Laurent-Cartierville et Westmount-Ville-Marie) ou dans le nord-est allophone de Montréal (Bourassa, Honoré-Mercier et Saint-Léonard-Saint-Michel).

Le tableau 8 compare les résultats obtenus par le Parti libéral et le Bloc québécois depuis 1993, ainsi que leurs appuis francophones. Le Bloc québécois est demeuré le premier parti francophone tout au long de cette période avec des pics à 60 % d'appui en 1993 et 2004, et un appui encore supérieur à 50 % en 2006. Par contre, le Parti libéral, qui avait dominé le Québec depuis 1896 à peu près sans interruption, a connu un rapide déclassement à partir des années 1980 (35,4 % en 1984, 30,2 % en 1988, soit environ entre le quart et le tiers des appuis chez les francophones), qui a atteint aujourd'hui un plancher historique avec environ 10-15 % d'appui chez les francophones.

La répartition du vote des groupes linguistiques semble donc avoir été globalement la suivante en 2006. Environ la moitié des francophones ont voté pour le Bloc québécois, le quart pour le Parti conservateur, le dixième pour le Parti libéral, et le reste se répartissant entre le NPD et le Parti vert. Environ la moitié des anglophones ont voté pour le Parti libéral, le tiers pour le Parti conservateur, et environ le sixième s'est réparti entre le NPD, le Bloc québécois et le Parti vert. L'immense majorité des allophones (environ 85 %) ont voté pour le Parti libéral, le reste se répartissant entre le Parti conservateur, le Bloc québécois, le NPD et le Parti vert. Évidemment ces chiffres constituent une moyenne et connaissent des variations importantes dans quelques régions ou quelques circonscriptions.

Le vote libéral

Aux élections de 2006, le vote libéral s'est situé à moins de 10 % dans 16 circonscriptions. Dans 21 circonscriptions, il a été compris entre 10 % et 15 %, et entre 15 % et 20 % dans 10 autres circonscriptions. C'est dire qu'il est inférieur à 20 % dans les deux tiers des circonscriptions, 20,8 % étant le résultat du Parti libéral pour l'ensemble du Québec. Des 13 élus libéraux, quatre l'ont été avec la majorité absolue des voix (Mont-Royal, Pierrefonds-Dollard, Saint-Laurent-Cartierville et

TABLEAU 8

Vote francophone depuis 1993 en pourcentage

| Élection | Total du Québec | | Vote francophone | |
|----------|-----------------|------|------------------|-------------|
| | BQ | PLC | BQ | PLC |
| 1993 | 49,3 | 33,0 | 60,3 | 18,5 |
| 1997 | 37,9 | 36,7 | 46,0 | 25,0 |
| 2000 | 39,9 | 44,2 | 49,0 | 34,0 |
| 2004 | 48,9 | 33,9 | 60,0 | 23,4 |
| 2006 | 42,1 | 20,8 | 51,6 | 10,0 à 15,0 |

TABLEAU 9

Résultats des élections de 2006 selon le pourcentage de francophones

| Circonscriptions avec... | Circonscriptions | Francophones | Participation | | | | | BQ Francophone |
|------------------------------------|------------------|--------------|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| | | | | PLC | BQ | PC | NPD | |
| ...90% de francophones et plus | 37 | 96,9 | 65,0 | 11,3 | 45,9 | 30,9 | 6,5 | 47,3 |
| ...entre 80 et 90% de francophones | 13 | 86,3 | 64,5 | 18,4 | 48,9 | 20,9 | 7,3 | 56,7 |
| ...entre 70 et 80% de francophones | 8 | 76,9 | 64,5 | 24,0 | 43,0 | 17,8 | 10,1 | 55,9 |
| ...entre 60 et 70% de francophones | 6 | 64,5 | 61,8 | 36,2 | 36,7 | 16,4 | 7,0 | 56,9 |
| ...entre 50 et 60% de francophones | 2 | 55,6 | 64,7 | 42,7 | 34,0 | 12,5 | 7,0 | 61,1 |
| ...moins de 50% de francophones | 9 | 35,7 | 58,7 | 49,2 | 17,8 | 17,2 | 10,2 | 49,9 |
| Total Québec | 75 | 81,5 | 63,9 | 20,8 | 42,1 | 24,6 | 12,6 | 51,6 |

Saint-Léonard-Saint-Michel), et quatre l'ont été avec moins de 40 % des voix (Honoré-Mercier, Hull-Aylmer, Laval-Les-Îles et Outremont). Le vote libéral varie de 3 % dans Jonquière-Alma à 65,6 % dans Mont-Royal.

Par rapport à 2004, le Parti libéral recule dans toutes les circonscriptions : il recule de moins de 10 % dans 21 d'entre-elles, et de plus de 15 % dans 23 d'entre-elles. À part l'Ouest de Montréal, où le Parti libéral obtient 47,6 % des voix (voir le tableau 10) et le Nord-est de Montréal, où il en obtient 42,5 %, le Parti libéral se situe partout ailleurs entre 10 % et 20 % des voix. Le tableau 12 nous conduit aux mêmes remarques : dans presque toutes les régions le Parti libéral se situe sous les 20 %, à l'exception de l'Île de Montréal (38,4 %), de Laval (27 %) et de l'Outaouais (29,6 %). Une estimation du vote libéral (suivant l'hypothèse que le Parti libéral a obtenu la moitié du vote anglophone et 85 % du vote allophone) conduit même à penser que le vote libéral francophone s'est situé partout au Québec aux alentours de 10-15 %, sauf dans l'Outaouais (22 %), en Estrie (17 %) et dans l'Ouest de Montréal (16 %).

Les remarques précédentes donnent une idée assez précise de la profondeur du fossé électoral dans lequel le Parti libéral du Canada s'est embourbé aujourd'hui. Cela fait déjà vingt ans que c'était le cas, mais en 2006 on peut dire que le Parti libéral a vraiment atteint le fond du baril.

Le vote bloquiste

Des 51 députés élus par le Bloc québécois, 25 l'ont été à la majorité absolue des voix (50 % ou plus), 11 élus ont obtenu entre 45 % et de 50 % des voix, et seulement quinze ont eu moins de 45 % des voix, dont 5 qui ont eu moins de 40 % des voix (dans Ahuntsic, Brome-Missisquoi, Brossard-Laprairie, Chicoutimi-Le Fjord, et Gatineau). Si l'on ajoute à cette liste les circonscriptions de Jeanne-Le-Ber (40,2 % au Bloc québécois) et Papineau (40,7 %) on complète la liste des six circonscriptions remportées par le Bloc québécois aux dépens du Parti libéral : c'est dire la

TABLEAU 10

Résultats des élections de 2006 selon le type de circonscriptions

| Type de circonscription | Circonscriptions | Francophones | Participation | PLC | BQ | PC | Aut | BQ Francophone |
|--------------------------------|------------------|--------------|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| Ouest de Montréal | 9 | 39,3 | 59,0 | 47,6 | 19,3 | 17,2 | 15,9 | 49,2 |
| Est de Montréal | 4 | 82,0 | 61,5 | 14,9 | 56,7 | 10,7 | 17,7 | 69,1 |
| Nord-Est de Montréal | 5 | 53,8 | 62,1 | 42,5 | 33,4 | 13,7 | 10,4 | 62,1 |
| Couronne de Montréal | 14 | 83,9 | 66,3 | 19,2 | 49,5 | 19,5 | 11,7 | 59,0 |
| Québec métropolitain | 8 | 97,1 | 65,0 | 9,4 | 35,2 | 42,0 | 13,5 | 36,2 |
| Autres régions métropolitaines | 7 | 92,4 | 64,5 | 19,0 | 41,1 | 27,9 | 12,0 | 44,5 |
| Composante urbaine dominante | 12 | 94,2 | 65,4 | 14,7 | 52,0 | 22,7 | 10,5 | 55,2 |
| Composante rurale dominante | 16 | 91,5 | 63,4 | 14,6 | 41,9 | 31,2 | 12,3 | 45,9 |
| Total Québec | 75 | 81,5 | 63,9 | 20,8 | 42,1 | 24,6 | 12,6 | 51,6 |

fragilité de ces victoires, obtenues à la faveur d'une division du vote libéral due à la progression du vote conservateur (et d'un taux de participation beaucoup plus faible des électeurs non-francophones).

Ce phénomène est d'ailleurs généralisé à travers le Québec, puisque le Bloc québécois a pu conserver 51 circonscriptions même si son vote a reculé dans toutes les circonscriptions sauf deux (Papineau et Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou dans lesquelles il a progressé de 0,8 % et 1,3 % respectivement). Les reculs du Bloc québécois ont été inférieurs à 5 % dans 26 circonscriptions, mais supérieurs à 10 % dans 18 d'entre-elles. Et dans ce dernier groupe, les circonscriptions dans lesquelles le Bloc québécois avait déjà un vote plus faible en 2004 (en général autour de 45 %) ont été remportées par le Parti conservateur (c'est le cas de Beauport-Limoilou, de Charlesbourg-Haut-Saint-Charles, de Lévis-Bellechasse, de Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière, de Louis-Saint-Laurent, de Mégantic-L'Érable, et aussi de Louis-Hébert où le Bloc québécois a reculé de 9 %) ou par le candidat indépendant André Arthur dans Portneuf-Jacques-Cartier.

Puisque pratiquement seuls des francophones votent pour le Bloc québécois, c'est le vote de ce parti qui est le plus déformé par la composition linguistique des circonscriptions : pour mieux apprécier les forces et les faiblesses du vote bloquiste il faut donc neutraliser l'effet linguistique, et donc analyser le vote francophone au Bloc québécois. Ainsi, dans l'ensemble du Québec, le Bloc québécois a obtenu la majorité absolue du vote francophone dans 44 circonscriptions, et entre 40 % et 50 % dans quinze autres.

Alors que l'on voit le vote bloquiste décroître progressivement lorsque la proportion de francophones diminue (reflet de la polarisation du vote linguistique), on constate que la proportion du vote bloquiste francophone demeure relativement stable quelle que soit la composition linguis-

tique des circonscriptions (voir le tableau 9). C'est seulement aux extrêmes que le vote bloquiste francophone est plus faible : dans les circonscriptions les plus francophones (qui sont aussi des circonscription plutôt rurales) et dans les circonscriptions les moins francophones (qui sont essentiellement les circonscriptions de l'Ouest de Montréal dans lesquelles les francophones les plus aisés sont aussi moins souverainistes).

En 2006, le vote bloquiste est davantage un vote urbain, et d'abord un vote montréalais (voir le tableau 10) : le vote bloquiste francophone est le plus élevé dans l'Est de Montréal (69,1 %), suivi du Nord-est de Montréal (62,1 %), de la couronne de Montréal (59 %) et des circonscriptions à dominante urbaine (55,2 %). Ce vote bloquiste francophone est le plus faible dans l'Ouest de Montréal (49,2 %), mais surtout dans Québec métropolitain (36,2 %) ainsi que dans les autres régions métropolitaines (44,5 %) et dans les circonscriptions à dominante rurale (45,9 %).

L'examen des régions administratives (voir le tableau 11) confirme ces remarques. Le vote bloquiste francophone domine sur l'Île de Montréal (60,6 %), à Laval (56,3 %), ainsi que dans la couronne de Montréal (Laurentides-Lanaudière 60,8 %; Montérégie-Rive-sud 57,7 %), alors qu'il atteint ses plus bas niveaux dans Chaudière-Appalaches (32,4 %), à Québec (36,9 %), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (41,1 %), en Estrie (49,8 %), dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Côte-

TABLEAU 11

Résultats des élections de 2006 selon le type de circonscriptions

| Région | Circonscriptions | Francophones | Participation | | | | | BQ Francophone |
|--------------------------------|------------------|--------------|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| | | | | PLC | BQ | PC | Aut | |
| Bas-St-Laurent-Gasp.-Côte-Nord | 4 | 92,7 | 60,1 | 16,8 | 46,4 | 25,8 | 11,0 | 50,1 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 3 | 98,9 | 65,0 | 13,6 | 40,6 | 38,3 | 7,5 | 41,1 |
| Québec | 7 | 96,6 | 64,9 | 9,5 | 35,6 | 36,7 | 18,2 | 36,9 |
| Chaudière-Appalaches | 5 | 99,0 | 66,0 | 9,0 | 32,1 | 49,3 | 9,6 | 32,4 |
| Mauricie-Bois-Francs | 6 | 97,3 | 64,5 | 12,0 | 48,7 | 29,1 | 10,2 | 50,1 |
| Estrie | 4 | 88,8 | 65,9 | 21,6 | 44,2 | 22,6 | 11,6 | 49,8 |
| Montérégie-Rive-Sud | 11 | 86,6 | 67,6 | 17,7 | 50,0 | 20,9 | 11,4 | 57,7 |
| Laurentides-Lanaudière | 8 | 94,1 | 64,1 | 10,7 | 57,2 | 21,2 | 10,9 | 60,8 |
| Outaouais | 3 | 79,2 | 63,7 | 29,6 | 32,6 | 22,1 | 15,7 | 41,1 |
| Abitibi-Témiscamingue | 2 | 84,3 | 57,4 | 17,1 | 50,1 | 21,9 | 10,8 | 59,4 |
| Laval | 4 | 76,1 | 65,6 | 27,0 | 42,9 | 18,8 | 11,4 | 56,3 |
| Île de Montréal | 18 | 52,8 | 60,4 | 38,4 | 32,0 | 14,7 | 14,8 | 60,6 |
| Total Québec | 75 | 81,5 | 63,9 | 20,8 | 42,1 | 24,6 | 12,6 | 51,6 |

Nord (50,1 %) et évidemment en Outaouais (41,1 %), qui a été toujours une région problématique pour le vote souverainiste.

En 2006, le caractère urbain du vote bloquiste a été très apparent lorsque l'on considère le seul vote francophone. C'est dans les régions rurales que ce vote bloquiste francophone est le plus faible. Parmi les 19 circonscriptions dans lesquelles l'appui francophone au Bloc québécois a reculé de plus de 10 % par rapport à son vote francophone de 2004, sept sont des circonscriptions essentiellement rurales (Beauce, Berthier-Maskinongé, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Haute-Gaspésie-La Mitis-Matane-Matapédia, Mégantic-L'Érable, Portneuf-Jacques-Cartier et Roberval-Lac-Saint-Jean), et quatre autres ont une forte composante rurale (Montmorency-Charlevoix-Haute-Côte-Nord, Lévis-Bellechasse, Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière et Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques). Dans certaines de ces circonscriptions rurales, le vote bloquiste est inférieur au tiers des appuis des francophones : 20 % dans Beauce, 27 % dans Portneuf-Jacques-Cartier, 29 % dans Lévis-Bellechasse, 30 % dans Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière ou 33 % dans Mégantic-L'Érable.

Le vote conservateur

Le Parti conservateur a fait élire 10 députés en 2006, dont huit dans les régions de Québec métropolitain et Chaudière-Appalaches : cette concentration des élus dans et autour de la Capitale nationale est spectaculaire, d'autant plus qu'elle s'est faite aux dépens du Bloc québécois. Elle l'est tellement qu'elle finit par masquer la réalité du vote conservateur.

Par exemple, seulement quatre élus conservateurs ont obtenu plus de 50 % des voix (Maxime Bernier dans Beauce avec 67 %, Josée Verner dans Louis-Saint-Laurent avec 57,7 %, Jacques Gourde dans Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière avec 54,3 % et Jean-Pierre Blackburn dans Jonquière-Alma avec 52,1 %), et trois ont été élus avec moins de 40 % des voix (Lawrence Cannon dans Pontiac avec 33,7 %, Luc Harvey dans Louis-Hébert avec 34,5 % et Sylvie Boucher dans Beauport-Limoilou avec 39,5 %). On le voit bien : la notoriété des candidats a une fois de plus peu de rapports avec leur performance électorale.

Dans certaines circonscriptions, les majorités conservatrices sont extrêmement ténues : 231 voix dans Louis-Hébert, 820 voix dans Beauport-Limoilou ou 1372 voix dans Charlesbourg-Haut-Saint-Charles, par exemple. Exception faite de la circonscription de Pontiac, les victoires conservatrices se sont produites dans des circonscriptions où le vote libéral s'est littéralement effondré et s'est retrouvé à moins de 10 % (dans six cas). Le cas extrême est la circonscription de Jonquière-Alma, dans laquelle le Parti libéral n'a obtenu que 3 % (comparés aux 29,1 % obtenus en 2004) : il est vrai que dans ce cas, l'organisation libérale avait déjà publiquement concédé, à quelques jours du vote, la victoire au Parti conservateur. Compte tenu de ce qui s'est passé dans Jonquière, est-il totalement déraisonnable de penser que l'effondrement du vote libéral dans plusieurs régions du Québec ne résulte pas seulement d'un mouvement d'opinion, mais qu'il a aussi été la conséquence d'un mot d'ordre de l'organisation libérale commandant : « n'importe qui sauf les séparatistes » ?

Globalement, le Parti conservateur a progressé de 15,8 %, mais cette progression s'est concentrée dans 28 circonscriptions où elle est supérieure à la moyenne, et c'est seulement dans une

dizaine de circonscriptions que cette progression du Parti conservateur est supérieure à 25 % des voix. Dans 29 circonscriptions, le vote conservateur est inférieur à 20 %, dans 29 autres il est compris en 20 % et 30 %, et il ne dépasse les 40 % que dans six circonscriptions.

Toutefois, malgré les remarques précédentes, la progression du vote conservateur est assez spectaculaire: le Parti conservateur a triplé son nombre de voix recueillies par rapport à 2004, pour un accroissement d'un peu plus de 600 000 voix, même si la moitié de cette progression se concentre dans 23 circonscriptions. Dans l'ensemble du Québec, le Parti conservateur a obtenu environ le quart de l'appui des électeurs francophones, environ le tiers de l'appui des électeurs anglophones, et seulement l'appui d'un électeur allophone sur vingt.

Alors que le Parti conservateur a obtenu 24,6 % des voix dans l'ensemble du Québec, on s'aperçoit que sa performance grimpe à 31,2 % dans les circonscriptions à composante rurale dominante (voir le tableau 10), à 29,7 % en Gaspésie, à 38,3 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean, à 29,1 % en Mauricie-Bois-Francs, et bien entendu à 36,7 % à Québec (et à 42 % dans la région métropolitaine de Québec proprement dite) et 49,3 % dans Chaudière-Appalaches : c'est donc principalement tout le Centre et l'Est du Québec qui a été séduit par le discours lénifiant de Stephen Harper. Mais cette remarque ne doit pas faire oublier toutefois que dans le reste du Québec (sauf Laval et l'Île de Montréal) le Parti conservateur réussit néanmoins à obtenir entre 20 % et 25 % des voix, ce qui est loin d'être négligeable.

Le mouvement des votes

Comme huit des dix circonscriptions remportées par le Parti conservateur l'ont été aux dépens du Bloc québécois, plusieurs commentateurs ont été tentés de conclure qu'il y a eu un transfert massif de votes bloquistes vers le Parti conservateur. Cette explication ne tient évidemment pas la route: comme le Bloc québécois n'a perdu que 126 908 voix, même en faisant l'hypothèse que toutes ces voix se soient reportées au Parti conservateur, cela n'expliquerait que le cinquième environ de la progression de 606 433 voix du Parti conservateur. Et même si l'on fait l'hypothèse que la totalité des pertes du Parti libéral (399 417 voix) se sont reportées sur le Parti conservateur, on est loin du compte car il manquerait encore 80 000 voix pour expliquer la progression de ce dernier. Pour analyser le mouvement des voix entre les partis, et en particulier vers le Parti conservateur il faut donc aussi tenir compte de l'augmentation du nombre de votants (230 749 voix exprimées de plus en 2006 qu'en 2004).

Nous avons construit un modèle de régression pour estimer l'origine des gains conservateurs. Ce modèle prend en compte le nombre de voix obtenues par le Parti conservateur, le nombre de votants supplémentaires, ainsi que les pertes de voix du Parti libéral et du Bloc québécois. Il s'agit d'estimer la proportion des pertes libérales et celle des pertes bloquistes, ainsi que la proportion de voix additionnelles qui permettent de reproduire le plus fidèlement possible les voix obtenues par le Parti conservateur dans chaque circonscription. Pour ce faire nous avons divisé le Québec en deux grands blocs: d'une part la région du Grand Montréal (Île de Montréal, Laval, Rive-nord et Basses-Laurentides, Rive-sud et Montérégie) qui comprend 40 circonscriptions, et d'autre part tout le reste du Québec, soit 35 circonscriptions.

Pour le Grand Montréal, le modèle permet d'estimer qu'environ les trois-quarts des votants additionnels ont appuyé le Parti conservateur, ainsi que les cinq sixièmes environ des électeurs qui ont abandonné le Parti libéral et la moitié environ de ceux qui ont abandonné le Bloc québécois. Quand on applique ces estimations aux résultats de l'élection, on reproduit le vote conservateur à moins de mille voix près dans tous les cas sauf deux (Laurier-Sainte-Marie et Rosemont-La Petite Patrie dans lesquels l'écart est de 1 600 voix), à moins de 500 voix près dans les trois-quarts des circonscriptions, et à moins de 250 voix dans 15 des 40 circonscriptions de la région.

Pour le reste du Québec, le modèle présente les mêmes proportions pour les votants additionnels et les pertes libérales (les trois quarts et les cinq sixièmes respectivement passent au Parti conservateur), mais ici ce sont les trois-quarts des pertes bloquistes qui passent au Parti conservateur. En dehors du Grand Montréal le modèle est moins précis, mais il reproduit tout de même le vote conservateur à moins de 2000 voix près dans tous les cas (et à moins de 1000 voix près dans 19 circonscriptions sur 35) à l'exception toutefois de quelques cas particuliers : Portneuf-Jacques-Cartier, où c'est l'indépendant André Arthur qui a bénéficié d'une partie des transferts, et dans quatre circonscriptions où les transferts vers le Parti conservateur ont sans doute été plus prononcés (Beauce, Jonquière-Alma, Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière et Mégantic-L'Érable).

C'est donc dire que plus de la moitié des gains conservateurs proviennent du Parti libéral (330 000 voix environ), qu'un peu moins du tiers viennent des votants additionnels (173 000 voix environ), et que moins de un sixième (90 000 voix environ) viennent du Bloc québécois. Vu autrement, environ 28 % des électeurs libéraux de 2004 ont appuyé le Parti conservateur en 2006, et seulement 5 % des électeurs bloquistes de 2004 ont appuyé le Parti conservateur. On peut donc conclure que la montée du Parti conservateur s'est faite d'abord et massivement aux dépens du Parti libéral (un tiers de million de voix dont plus de la moitié proviennent de l'extérieur du Grand Montréal), ensuite grâce à une certaine mobilisation en faveur de ce parti (environ un quart de million d'électeurs additionnels ont voté et les trois quarts ont appuyé le Parti conservateur et encore là plus de la moitié de ceux-ci proviennent de l'extérieur du Grand Montréal), et enfin par l'apport de moins de cent mille voix en provenance du Bloc québécois, dont le quart environ dans la région du Grand Montréal et les trois quarts à l'extérieur de celle-ci.

Les leçons de 2006

Quelles conclusions générales peut-on tirer de l'analyse des élections du 23 janvier 2006 pour chacun des partis politiques et pour l'avenir ?

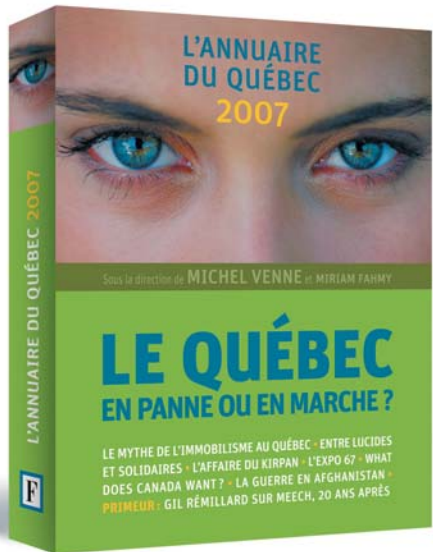
Pour le Bloc québécois d'abord, la bonne nouvelle est qu'il demeure le premier parti des francophones pour la cinquième fois de suite, et que somme toute les dégâts ont été relativement limités, même s'ils se sont traduits par la perte de neuf sièges. La mauvaise nouvelle est que les pertes qu'il a essuyées se trouvent concentrées dans des régions rurales et dans la région de Québec, toutes massivement francophones : le mouvement souverainiste a toujours eu des difficultés dans ces régions et l'élection de 2006 n'a pas réglé cette difficulté. Les gains réalisés par le Bloc québécois aux dépens du Parti libéral dans des circonscriptions à forte composition non-francophone sont un peu un miroir aux alouettes : on ne détecte pas de percée significative du vote bloquiste

auprès des électeurs anglophones ou allophones, et seul le taux de participation moins élevé dans ces communautés linguistiques permet d'expliquer les gains du Bloc québécois. C'est dire que ces victoires sont fragiles et conjoncturelles.

Pour le Parti libéral, il n'y a pas vraiment de bonne nouvelle, puisqu'il a atteint, au Québec, son plus bas niveau depuis le début de la Confédération – sinon que, ne pouvant que difficilement tomber plus bas, il ne peut que remonter aux prochaines élections, d'autant plus que l'affaire des commandites est maintenant chose du passé, et que le Parti libéral du Canada se dotera d'un nouveau chef bientôt.

La bonne nouvelle pour le Parti conservateur est évidemment cette percée au Québec et l'élection de dix députés. Mais on notera l'ambiguïté de cette percée et de ces victoires : le Parti conservateur a profité d'un vacuum politique créé par le scandale des commandites et l'effondrement du vote libéral. Toute remontée du Parti libéral risque de compromettre la percée conservatrice. La mauvaise nouvelle pour le Parti conservateur : maintenant au pouvoir, s'il ne tient pas les promesses qu'il a faites au Québec, la déception des électeurs québécois qui l'ont appuyé risque d'être à la mesure des espoirs qu'il a suscités. D'autant plus que le chant des sirènes entonné par Stephen Harper n'a séduit qu'un nombre fort limité d'électeurs bloquistes, même si le jeu complexe des élections à plusieurs partis dans notre système électoral lui a permis de faire élire des députés conservateurs au Québec, les premiers depuis 15 ans (exception faite de l'élection de Jean Charest en 1993 et de sa réélection en 1997 sous la bannière conservatrice avant qu'il prenne la direction du Parti libéral du Québec). Il n'y a aucun rapport entre la fragile percée du Parti conservateur au Québec en 2006 et les solides victoires de Brian Mulroney en 1984 et 1988 acquises grâce à l'appui massif de l'électorat souverainiste.

Le paradoxe qu'on pourrait rencontrer à la prochaine élection fédérale serait de voir le Bloc québécois perdre vite fait les circonscriptions arrachées au Parti libéral à la faveur d'une remontée de celui-ci, mais en même temps de voir le Bloc québécois reprendre plusieurs circonscriptions que lui a ravies le Parti conservateur, gains qu'il ferait grâce aussi à la remontée du vote libéral. À moins que le Parti libéral ne réussisse pas sa remontée, ou que le Parti conservateur arrive à consolider son vote au Québec, ou que... seul l'avenir pourra nous le révéler !



Tout ce qu'il faut savoir sur le Québec d'aujourd'hui

Sous la direction de
Michel Venne
et **Miriam Fahmy**

LES TEXTES INÉDITS DE PLUS DE 75 AUTEURS DONT

Claude Béland
Éric Bédard
Laurence Bhérer
Laurent Bouvet
Lyse Brunet
André Burelle
Éric Desrosiers
Pierre Drouilly
Pierre Fortin
Roger Gibbins
Lucie Lamarche
Laurent Laplante
Marcel Martel
Pierre Martin
Richard Nadeau
Joëlle Noreau
Gil Rémillard
Guy Rocher
Jean-Philippe Warren

LES PHOTOS DE
Jacques Nadeau

LE QUÉBEC, EN PANNE OU EN MARCHÉ ?

Un grand dossier sur le mythe de l'immobilisme au Québec dirigé par le directeur de l'Institut du Nouveau Monde et journaliste, Michel Venne. Le dossier propose entre autres des analyses de Pierre Fortin et Claude Béland ainsi que des entrevues avec Alban D'Amours (Desjardins), Pierre Shedleur (SGF) et Yvon Bolduc (Fonds de Solidarité FTQ).

UN INSTANTANÉ DU QUÉBEC EN MUTATION

- Tous les chiffres sur le Québec : démographie, emploi, santé, culture, économie
- Une chronologie des grands événements de l'année 2006
- Un portrait des régions du Québec
- Les lois adoptées à l'Assemblée nationale
- Les principales dates de l'Histoire du Québec
- Un panorama de la recherche sociale au Québec
- Le Canada de Stephen Harper

NOUVEAU : LE MONDE VU D'ICI

Notamment : la guerre en Afghanistan, le conservatisme aux États-Unis, la nouvelle Amérique latine, la gauche française.

En librairie : 29,95 \$

Aussi disponible en-ligne : www.inm.qc.ca

Une publication de
l'Institut du Nouveau Monde

En collaboration avec *Le Devoir*

